

## PARADOXES

L'affaire du CPE dont on vient de sortir avec peine illustre la situation française d'aujourd'hui : un chômage des jeunes structurellement plus élevé que chez nos voisins, une tentative de réponse tardive et mal préparée et voilà réunis tous les ingrédients d'une crise qui jette dans la rue, non les plus exposés à la galère mais des lycéens et des étudiants que leurs diplômes prémunira plus facilement contre le chômage. La France va-t-elle longtemps encore arbitrer en faveur des plus protégés sans s'occuper réellement des plus vulnérables ?

Nous vivons à la fois dans l'idéologie et dans l'illusion que l'on pourra traverser le siècle sans adaptation et sans effort. A l'évidence, le dialogue social est très insuffisant. La faiblesse chronique des syndicats (taux de syndicalisation inférieur à 10 %) conduit de leur part à une surenchère. L'Etat au lieu de responsabiliser les partenaires sociaux, leur oppose, imperturbablement, la certitude de tout savoir et d'être le seul garant de l'intérêt général.

Mais surtout, notre pays a bien du mal à anticiper et à préparer l'avenir. "On ne sait pas gérer le changement, on ne sait pas conduire les réformes", écrit Michel Camdessus, Président des "Semaines Sociales de France". Nous sommes un pays de principe, très prompt à les formuler et à les proposer au monde mais moins apte à les appliquer. Bien plus, on a parfois tendance à ne pas regarder la réalité en face. Or, nous sommes dans un contexte de compétition : nous ne pouvons pas ne pas nous interroger sur notre niveau de protection sociale, sur la qualité de travail fournie collectivement, sur l'inadaptation de nombreuses structures administratives, sur notre endettement qui transfère de lourdes charges sur les générations futures.

Le tonus de la France dépend avant tout de chacun de nous. Certes, nous avons besoin d'une protection contre les risques mais nous devons aussi être en mesure de les affronter.

**Tableau de bord des économies du G5 (2005)**

	<b>France</b>	<b>Etats-Unis</b>	<b>Japon</b>	<b>Allemagne</b>	<b>Royaume-Uni</b>
<b>Croissance du PIB</b>	1,4	3,5	2,7	1,1	1,8
<b>Taux de chômage</b>	9,9	5,1	4,4	11,7	4,8
<b>Taux d'activité</b>	69,8	75	77,5	78,1	75,8
<b>Investissement des entreprises</b>	3,7	8,7	7,9	4,4	1,6
<b>Exportations</b>	3,2	7	6,9	6,6	5,2
<b>Dette publique (% du PIB)</b>	65,1	64	156,3	66,4	41,5
<b>Dépenses des administrations publiques (% du PIB)</b>	54	34,3	38,6	47,5	44,1